

---

# Adjera Lakehal-Brafman. Franchement au Franc-Moisin.

**Directrice** - Association des Femmes du Franc-Moisin (AFMM - Saint-Denis – 93)

**Partager sur les réseaux**

[Télécharger en PDF](#)

Imprimer la page

Adjera Lakehal-Brafman est directrice de l'association des Femmes du Franc-Moisin (AFMM - Saint-Denis – 93), et les interviews, elle n'aime pas trop ça. Parler de son travail et du quartier, à la

---

rigueur, mais de son parcours, et de sa vie de militante là, ça coince un peu. Ce n'est pas simplement qu'elle soit timide, ou pétrie d'humilité. Non, juste, l'exercice l'agace: «C'est souvent la même chose, et toujours en sens unique. Moi, je préfère le dialogue et l'échange». Alors, pour faire causer Adjera, l'intervieweur doit montrer patte blanche et se plier à la règle: dire qui il est, d'où il vient, et ce qu'il va faire de ses propos, le tout avec sincérité. C'est alors seulement que l'entretien peut commencer.

Figure emblématique d'un quartier symbole de la politique de la ville, on aurait pu croire Adjera native du Franc-Moisin. C'est pourtant avec une certaine appréhension qu'elle y met les pieds pour la première fois en 1984, alors qu'elle n'a pas 25 ans: «Le quartier m'a paru immense, j'étais perdue. Je me suis dit que c'était bien trop grand pour moi», se souvient-elle. Il faut dire qu'à l'époque, Adjera est une jeune femme de province, qui a grandi dans une petite ville, à quelques encablures de Marseille.

Préservée du vacarme de la capitale, elle est pourtant concernée, très jeune, par les débats nationaux. Fille d'un père engagé au FLN pendant la guerre, celle qui a grandi avec l'idée que les algériens sont tous des héros, participe à l'organisation de la Marche des Beurs en 1983, puis à Convergence 84, une épopée en mobylette à travers le pays jusqu'à Paris: « Nous étions jeunes, nés en France, mais porteurs de l'histoire de nos parents, liée à l'exil. On voulait montrer notre révolte face aux discriminations et crimes racistes, avoir voix au chapitre et parler à la première personne, sans être otage d'un quelconque parti politique», se rappelle Adjera.

C'est forte de ce passé engagé qu'au mitan des années 80, elle se présente aux fondatrices de l'association des femmes du Franc-Moisin, pour devenir la première salariée, au poste de coordinatrice. En se passionnant pour le projet associatif de la nouvelle institution, elle oublie la mauvaise impression que lui ont d'abord faite cet alignement de barres et de tours où vivent plus de 5000 personnes, pour la plupart immigrées : «Elles m'ont demandé de les aider à formuler ce qu'elles voulaient dire et écrire. Je n'étais pas porte-parole, mais plutôt médiatrice, il s'agissait de rendre audible leur discours auprès des instances publiques de la ville. Participer au débat en délivrant leur message».

Dès lors, les activités de l'association, centrées sur les cours d'alphabétisation se développent et s'élargissent au fil des ans: insertion sociale des femmes et familles étrangères avec couture, halte-garderie, restauration, accompagnement scolaire, médiation parents-écoles, voyages et échanges avec le Burkina Faso, mais aussi l'Aveyron, participation à l'organisation du forum social Européen à St Denis... L'association des Femmes du Franc-Moisin (6 salariés, 167 adhérents) travaille avec les habitants à monter des projets utiles et structurants pour la population. Adjera, elle, court depuis 27 ans après les financements. « Nous avons longtemps fait le choix politique de maintenir des activités malgré la baisse des crédits. Mais on ne peut pas toujours tenir. Parfois, nous sommes obligés d'arrêter et les habitants en font les frais », assure-t-elle. «Il est normal de rendre des comptes, mais le pouvoir politique nous met trop souvent dans une posture de mendiant », déplore-t-elle.

Pendant tout ce temps, il y a eu, bien sûr, des moments difficiles et du découragement, mais vaille que vaille, Adjera a toujours fait en sorte de préserver le projet associatif. « Nous aurions pu grandir, nous développer, mais on aurait perdu l'expertise des habitants. » Aujourd'hui, les raisons d'être fière des actions menées ne manquent pas: elles sont nombreuses en effet les femmes qui ont appris le français dans le petit local de l'association, et qui, ce bagage en poche ont obtenu la carte de résident, sésame pour l'insertion professionnelle. Un satisfecit qui s'est exprimé en avril 2011, à

---

l'occasion des 30 ans de l'association, pendant lesquels hommes politiques et acteurs locaux ont manifesté leur reconnaissance du travail accompli sur le quartier par l'AFFM: « Les femmes du Franc-Moisin sont des emmerdeuses, mais c'est parce qu'elles ont des exigences, et c'est pour cela qu'elles ont réussi à accompagner autant de monde durant toutes ces années », témoigne un chef de projet sur la ville.

C'est comme ça qu'Adjera pense l'action : avec rigueur et sur le long terme. «Ma pensée s'est toujours structurée sur des actions pérennes. Moi, je crois dans les choses construites avec le temps, en cohérence avec l'environnement. Notre action, c'est un travail de fourmis, on tricote entre les tours, mais c'est la meilleure façon pour vraiment créer du lien, durablement», explique-t-elle. Une critique à peine voilée des politiques trop versatiles, mises en œuvre au gré de l'actualité : « Les diagnostics sont posés depuis longtemps, les problèmes sont connus et il y a des choses qui fonctionnent. Pourquoi les remettre sans cesse en question ? »

Grand gueule Adjera ? « Non, mais lorsqu'on est une femme, il faut savoir se faire entendre et pas que dans les quartiers ». Engagée à la FCPE, elle remarque : « Les petites mains, l'organisation des kermesses, c'est les femmes, mais dès qu'on atteint un niveau plus stratégique, il n'y a plus que des hommes ». C'est pour cette raison sans doute qu'elle encourage sa fille de 9 ans 1/2 à l'accompagner lorsqu'elle va manifester : «Mais souvent elle ne veut pas y aller. Moi, je lui dis que c'est important afin qu'elle n'oublie pas d'où elle vient». Alors, souvent, la fillette reste à la maison avec des copines pendant que maman manifeste : « Sauf le 1er mai, là, c'est obligatoire », conclut Adjera.

**Sébastien Poulet-Goffard**